

## LE VATICAN, DE L'ANTISÉMITISME DES ANNÉES TRENTE AU SAUVETAGE-RECYCLAGE DES BOURREAUX

Publié dans *Golias*, n° 47, mai 1996, p. 72-89

**Annie LACROIX-RIZ, professeur à l'Université de Toulouse-le-Mirail, puis à Paris 7**

On prête aujourd'hui grande attention à la remarque publique de Pie XI en septembre 1938 «l'antisémitisme est inadmissible; spirituellement nous sommes tous des sémites» ou on suppose que Pacelli devenu Pie XII aurait en se contraignant au «silence» sur les misères des victimes, notamment juives, du nazisme vécu un «drame intérieur d'une très rare acuité»<sup>1</sup>. Les archives des années trente et quarante rendent sur l'«antijudaïsme» de l'Église romaine un autre son, dont nous résumerons ici certains éléments ou jalons éclairants<sup>2</sup>. Leur contenu révèle la virulence de l'antisémitisme clérical, dont témoignent, parmi bien d'autres, les cas allemand et autrichien (unifiés de fait par une adhésion *formelle* du Vatican à l'Anschluss depuis 1918-1919 et Benoît XV): ses manifestations d'avant, pendant et après-guerre, couvertes ou suscitées par la Curie, nous mènent d'emblée aux questions:

1° de la participation aux massacres d'éléments cléricaux couverts et dirigés par leurs supérieurs hiérarchiques, du refus d'aide aux victimes confirmé par circulaires ecclésiastiques, voire de l'éventuel pillage de biens juifs;

2° de la négation *vaticane* directe du génocide des hitlériens et de leurs séides de diverses nationalités;

3° du sauvetage-recyclage des bourreaux, opération de masse que des travaux *étrangers surtout* ont commencé à saisir depuis 1969<sup>3</sup>.

### L'ANTISÉMITISME: DE QUELQUES PRÉLATS ET DE LA CURIE ROMAINE AVANT GUERRE

Le nonce à Munich (depuis mai 1917) puis auprès du Reich (décembre 1919), «*en fait* seul représentant du pape en Allemagne et en Autriche», puis, comme l'avaient dès 1920 prévu les Français «cardinal secrétaire d'Etat» de «Berlin»<sup>4</sup> (respectivement en décembre 1929 et février 1930), continua à ce poste à s'occuper du Reich autant qu'auparavant. Pacelli était pangermaniste jusque dans l'obsession antisémite de ce courant idéologique: sa correspondance sur la Bavière d'après-guerre avec le Vatican fourmille de références haineuses au «juif» untel, d'Eisner à Lévine, tout révolutionnaire étant par essence «juif galicien». Il nomma ou promut (à la pourpre) tout l'épiscopat allemand *et* autrichien, et s'entoura de prélats dont la contribution à l'essor du nazisme et à l'antisémitisme fut éminente. On dresserait le même tableau du secrétaire d'Etat (de 1914 à 1929) Gasparri, toujours à l'affût des propos antisémites, par exemple des Hongrois ou de son cher ambassadeur allemand (depuis 1920) von Bergen, dont la carrière se déploya entre II<sup>e</sup> Reich, Weimar et III<sup>e</sup> Reich. Rappelons à quel point les troubles de la restauration d'après-guerre enracinèrent encore à Rome et dans l'ensemble du monde clérical la vieille équation juifs = rouges: toute la presse ultramontaine soutint la Hongrie blanche dans la campagne antisémite qui suivit la défaite de Belà Kun, partie intégrante de l'effroyable répression du calviniste Horthy (auquel la Curie pardonnait son protestantisme). *La Croix* incluse qui, le 11 novembre 1920, assimila «à juste titre» les deux ennemis vaincus, stigmatisa «la race conquérante» qui avait tenté d'imposer le bolchevisme à la Hongrie catholique, et justifia la loi sur le *numerus clausus* universitaire indispensable «pour sauver la jeunesse catholique-magyare», réduire le pouvoir de la presse juive, assurer «la renaissance catholique»: la Hongrie était ainsi «guérie moralement (...) L'esprit catholique est devenu le grand directeur de la vie économique et de la politique»<sup>5</sup>. Nous ne citerons

de cet antisémitisme catholique romain ou national que les exemples significatifs de quelques dignitaires germaniques dont le nonce Pacelli fit ou améliora la carrière:

Mgr Gröber, nommé archevêque de Fribourg en juin 1932, instrument essentiel des concordats badois (12 octobre 1932) et du Reich (20 juillet 1933): passé du soutien net des nazis avant leur accession au pouvoir au nazisme pur et dur, ce «"membre promoteur" de la SS» (*förnderndes Mitglied*) payant ses cotisations mensuelles depuis 1933, vite surnommé «l'évêque brun» (*der braune Bischof*), écrivit beaucoup. Ses oeuvres, conformes aux canons du Saint-Office, éclairent la contribution du catholicisme allemand à la «Solution finale»: son «manuel des questions religieuses du temps présent» (*Handbuch der religiösen Gegenwartsfragen*) publié en 1935 l'établit en champion du sang et de la race, l'année des lois de Nuremberg, que l'article «race» justifiait ainsi: «chaque peuple porte lui-même la responsabilité du maintien de son existence, et l'apport d'un sang entièrement étranger représentera toujours un risque pour une nationalité qui a prouvé sa valeur historique. On ne peut donc refuser à aucun peuple le droit de maintenir sans perturbation sa vieille souche raciale et de décider des mesures de sauvegarde à cet effet. La religion chrétienne demande simplement que les moyens utilisés n'offensent pas la loi morale et la justice naturelle». Le propos était précisé par l'article «marxisme» du manuel, sur le «juif Karl Marx»; l'article «bolchevisme», «despotisme d'Etat asiatique, en vérité au service d'un groupe de terroristes conduit par les juifs»; par l'article «art», sur le judaïsme athée et pervers responsable des «aspects anti-allemands de l'art depuis le XIX<sup>e</sup> siècle» (et par sa lettre pastorale du 30 janvier 1939 contre les juifs assassins de Jésus et animés d'une inexpiable «haine meurtrière») <sup>6</sup>.

Mgr Hudal, recteur depuis 1923 de Santa Maria dell'Anima (Église nationale de l'Autriche et de l'Allemagne, un des fiefs du pangermanisme à Rome), est aujourd'hui connu comme l'un des principaux responsables vaticans de l'«exfiltration» des nazis depuis 1944. Hudal était le protégé d'Innitzer, cardinal-archevêque de Vienne dont on connaît mieux les «Heil Hitler» depuis mars 1938 que le passé très pacellien: cet «Allemand des Sudètes» né en 1875 à Weipert, en «Bohême allemande», fit l'essentiel de sa carrière à Vienne, après des études à Santa Maria dell'Anima, «collège teutonique» dont Pacelli devint le «protecteur» le 31 mars 1930, après la mort de Merry del Val (son titulaire depuis le 8 novembre 1907). Innitzer fut nommé à l'université dès 1911, et il gravit tous les degrés de sa hiérarchie, jusqu'aux postes de doyen puis de recteur, en 1928-1929 - période où il signait publiquement des proclamations «rattachistes» (en faveur de l'Anschluss) -, avant de devenir ministre en septembre 1929. Pacelli l'affecta à la réalisation de deux grandes étapes de l'expansion allemande, l'Anschluss et son corollaire, la liquidation de la Tchécoslovaquie: il réorganisa entre 1929 et 1933, avant de la lui en confier, une «petite congrégation» allemande installée en Tchécoslovaquie, «l'ordre teutonique», «organe de propagande» chargé de «prépar[er...] les opérations allemandes tout à la fois en Autriche et en Tchécoslovaquie». Mission qui lui valut une ascension vertigineuse: il fut en novembre 1932 nommé archevêque de Vienne, et reçut à la mi-février 1933 le chapeau, un des dons de joyeux avènement d'Hitler, «tour de faveur» d'autant plus remarqué qu'il s'agissait d'une maigre promotion (six élus pour dix-huit postes vacants) succédant à plus de deux années sans nominations <sup>7</sup>.

Protecteur de Hudal, de dix ans son cadet, et nazi aussi précoce, Innitzer trouva en lui un porte-parole bruyant, qui eut également une carrière pacellienne sur laquelle coïncident les fonds français des années trente, ceux de l'*Office of Strategic Services* (OSS) de la décennie suivante et les enquêtes de Simon Wiesenthal. Son ascension romaine s'accéléra quand Pacelli devint secrétaire d'Etat: Hudal, mandaté par le chancelier Schober, avait discuté d'un futur concordat autrichien avec Pacelli dès 1929; «chef de la communauté catholique allemande de Rome», il fut en 1930 nommé conseiller au Saint-Office, sanctuaire de la doctrine: c'est à ce titre qu'il multiplia les «tournées de conférence[s]» en Italie et en Allemagne, prêchant à «d'énormes foules de catholiques germanophones» la formule du 30 janvier 1933. Il exprimait régulièrement sa ferveur, ainsi en mai 1933, où il déclara «devant un parterre» de diplomates et dignitaires nazis réunis à l'Anima «qu'en cette heure marquée au sceau du destin, tous les catholiques allemands vivant à l'étranger saluent l'avènement du nouveau Reich, dont la philosophie s'accorde tant aux valeurs nationales qu'aux valeurs chrétiennes». Il reçut en juin 1933 une récompense «plutôt rare» pour un recteur de collège, le titre «d'évêque titulaire d'Ela», consacré par une messe célébrée à l'Anima par Pacelli. Hudal, après avoir été associé au concordat autrichien, et sans doute à l'allemand, renforça son intimité avec von Papen, dont il fut le conseiller quand les hitlériens, après l'échec du putsch de juillet 1934,

déléguèrent ce «serpent» - selon l'expression de Göbbels - à Vienne. Après le *Te Deum* saluant à l'Anima le plébiscite sarrois, on le remarqua souvent en 1935, où il fut le truchement de la tentative romaine de conciliation doctrinale dont l'anticléricalisme nazi se moquait comme d'une guigne: il édita à Innsbruck et fit publier sous forme d'«étude» par la *Bayerische Volkszeitung* l'ouvrage «Rome, le christianisme et le peuple allemand» (*Rom, Christentum und deutsches Volk*) prônant une alliance intime entre «germanisme» et «christianisme».

Il «se révéla surtout après l'accord austro-allemand» du 11 juillet 1936, «l'enfant de M. von Papen» (et de Schacht), par lequel Schuschnigg livra l'Autriche à l'«Allemagne de Hitler»: il accueillit «cet acte pacificateur» par des «articles louangeurs (...) appelant de tous ses vœux une étroite collaboration entre le catholicisme autrichien et le national-socialisme allemand pour le progrès et la gloire de la race et de l'idéal germaniques». Il théorisait alors sur les merveilles du futur règlement de la question juive (*Schönere Zukunft. Gedanken zur Judenfrage*, juin 1936) et sur les aspects généraux de la collaboration catholico-nazie. En novembre 1936, son livre exaltant le nazisme et son oeuvre antisémite, *Les bases du national-socialisme*, parut escorté d'une note de l'*Osservatore* selon lequel il «n'avait été inspiré par aucune autorité romaine». Postdaté de 1937, il fut publié à Leipzig et à Vienne, avec l'imprimatur d'Innitzer qui «souscriv[ai]t chaleureusement à cette "précieuse tentative d'apaisement de la situation religieuse des Allemands"». Il frappait sur le double clou rituel, «la lutte contre le bolchevisme» et les juifs, exaltant les lois de Nuremberg, «une mesure nécessaire d'auto-défense contre l'invasion d'éléments étrangers»: le droit canon avait exclu les juifs «jusqu'à ce que les murs du ghetto eussent été abattus au XIX<sup>e</sup> siècle par l'Etat libéral d'abord et non par l'Église»; «les principes de l'Etat moderne» fondés sur la règle de l'égalité de traitement devant la loi «ont été créés par la Révolution française et ne sont pas ce qu'il y a de mieux du point de vue du christianisme et de la nationalité». Il subit officiellement dans le Reich le sort commun à tous les «théoriciens» cléricaux qui souhaitaient que le NSDAP, «pour collaborer avec le catholicisme, (...) s'expurgât au préalable de ses préjugés anti-chrétiens[:] les nazis rejetèrent cette proposition. Les journaux attaquèrent vivement le prélat, et son livre», d'abord «autorisé sur l'intervention personnelle de M. von Papen», fut mis à l'index national-socialiste». Ce conflit servit la thèse vaticane des divergences catholico-nazies, mais l'ouvrage fut massivement diffusé en Autriche - seul endroit où il fût utile -, et Hudal reçut «l'insigne d'or de membre du parti». Le lecteur curieux lira ailleurs le détail des opérations germano-austro-vaticanes qui aboutirent à l'Anschluss, aussi funeste aux juifs autrichiens qu'aux «rouges», dont les évêchés fusionnés fêtèrent dans le délire le triomphe plébiscitaire. Hudal le célébra à l'Anima, avec un *Te Deum* suivi du «Deutschland über Alles», et reçut les louanges de von Bergen pour sa longue action en faveur d'«une Grande Allemagne» et son empressement auprès de «nous» (les nazis) <sup>8</sup>.

De von Faulhaber, cardinal-archevêque de Munich (respectivement en 1921 et 1917), intime entre les intimes de l'ancien nonce, la diplomatie de la «décadence» française <sup>9</sup> s'obstina dans les années trente à faire un «résistant» au nazisme: les archives allemandes et françaises font litière de ce vernis badigeonnant un pro-nazi bon teint, manié à nouveau après-guerre par les Alliés américains d'abord - français et anglais ensuite -, jusque dans la prétendue exception que le prélat aurait instituée en matière d'antisémitisme catholique allemand. Cet «aumônier général des Armées du royaume de Bavière» pendant la I<sup>ère</sup> Guerre mondiale, aussi pangermaniste que l'exigeait sa fonction, s'était publiquement livré à des débordements antisémites au début des années vingt: ainsi au «congrès catholique» des 27-30 août 1922 à Munich, où, auprès de Pacelli comme de coutume, il maudit la «révolution» judéo-bolchevique de 1918-1919, «un parjure et une haute trahison (...), marquée dans l'histoire du crime de Caïn», et tonna contre les juifs et «la presse sémite», «profession de foi antirépublicaine et antisémite» qui lui valut les «applaudissements frénétiques» de l'assistance. Dans ses sermons de l'Avent 1933 sur les «valeurs morales de l'Ancien Testament» l'Occident chrétien, Paris inclus, reconnut «en quelque sorte le procès de l'antisémitisme». Le 14 décembre, l'*Osservatore* loua sa «courageuse affirmation doctrinale» sur la validité de l'Ancien Testament pour faire oublier, commenta l'ambassadeur de France Charles-Roux, le mutisme des «autorités supérieures de l'Église, gardiennes de l'orthodoxie catholique» sur la politique antisémite d'Hitler. Le philosémitisme de Faulhaber ne résiste pas aux archives: «la presse américaine» a, câbla-t-il le 30 mars 1933 à Mundelein, archevêque (allemand) de Chicago, «grandement exagéré les violences faites aux juifs»; son sermon de décembre 1933, expliqua-t-il définitivement en 1934, ne prenait pas «la défense des juifs persécutés par le régime hitlérien»: «il n'a pas pris position à

l'égard de la question juive telle qu'elle se pose aujourd'hui», fit-il notifier le 31 août au secrétaire de la conférence israélite mondiale de Genève; en novembre, il rendit publique, par écrit et «en chaire (...) sa protestation» contre la réputation de philosémite que lui forgeaient depuis la fin de 1933 «des émigrés et des publicistes étrangers (...) dans certains journaux de Prague, de Bâle et de Sarrebruck», qu'il «flétrit[t]» nommément<sup>10</sup>.

Couvrant ou promouvant des prélats qui comptaient parmi ses *personae gratissimae*, la Curie ne fit pas que se retrancher derrière ceux qui, en dernière analyse, exprimaient sa position profonde sur la «juiverie arrogante» - expression en 1936 du très féal Mgr Baudrillart. La Curie poussait Baudrillart, défenseur d'un des porte-parole de l'antisémitisme de l'Église et de l'alliance (précaire) de la Pologne avec le Reich hitlérien, le Polonais Hlond<sup>11</sup>, primat-archevêque de Poznan et Gniezno puis cardinal (en 1926 et 1927), contre le «national» Verdier (on y revient plus loin). Cette opposition n'épargna pas la sphère de la «question juive», et ce très tôt: le Saint-Siège ne trouva rien à redire à la persécution officialisée par le boycott des magasins juifs du 1er avril 1933 et les violences des SA et SS. Pacelli mit, selon Charles-Roux, la main à ces «ménagements» envers Berlin: alors que «les persécutions contre les juifs» avaient provoqué «l'indignation du monde», il censura Mgr Verdier, auteur d'une lettre de solidarité au grand rabbin de France, «dont la publication fut annoncée [en avril?]: elle ne fut pas publiée».

Les dossiers allemands montrent que la prétendue intervention prescrite au nonce successeur de Pacelli (et intime de ce dernier et du pape), Orsenigo, n'alla pas au-delà du souci de laisser quelque fallacieuse trace écrite. En témoigne un épisode du long mais vide feuilleton des «négociations» et «notes de Pacelli» sur le concordat de juillet 1933 - exemple-type des *courriers-paravents* dont la correspondance officielle du Saint-Siège regorge. Le 12 septembre, Pacelli remit au chargé d'affaires d'Allemagne au Vatican Klee un «mémoire en trois points», dont le 3ème concernait notamment «les catholiques d'origine juive»: il le restreignit aux deux premiers quand Klee argua que le point 3 n'avait «rien à voir avec le concordat», «objection qu'il reconnut justifiée». Klee revenant sur ce problème «non pas religieux mais de race», Pacelli rappela que ce texte «était remis à la demande du pape, qui n'était guidé que par des points de vue religieux et humains»; puis Klee «insista» sur l'engagement du Vatican «depuis le début» à ne «pas se mêler des affaires politiques intérieures de l'Allemagne», sur la nécessité de rayer la partie juive du point 3 et de «baisser le ton sur le reste»: Pacelli «décid[a] alors] de ne pas remettre le mémoire». Il adressa à Klee, le soir même, une note conforme à ses vœux et antidatée du 9 (donc d'avant la ratification du concordat du Reich, du 10, tactique laissant croire qu'on continuait à négocier sur ce texte): elle consacrait 5 lignes et demi «pour ajouter un mot pour les catholiques allemands d'origine juive» récente ou lointaine, «et qui *pour des raisons connues du gouvernement allemand* souffrent également de difficultés économiques et sociales»<sup>12</sup>.

Reste le cas personnel de Pie XI, germanophile endurci servi par un nonce puis secrétaire d'Etat pangermaniste. A supposer qu'il n'ait pas été antisémite autant que son subordonné, demeure le fait qu'il le protégea et le promut; qu'il géra l'ensemble de la politique allemande du Saint-Siège jusqu'à son trépas - en particulier encouragea et soutint l'expansionnisme germanique aux dépens de l'Europe haïe de Versailles; que la fameuse encyclique de mars 1937 *Mit brennender Sorge* - rédigée dans le cadre d'une campagne d'opinion *internationale* à destination de l'ancienne Entente - ne fut pas plus prosémite qu'antinazie: elle se partageait entre litanie de la «patrie» et du Reich et références religieuses, notamment à l'Ancien Testament, sans mot dire du sort des juifs allemands; et que le pape, enfin, vexé au plus profond du *refus d'Hitler* de lui rendre en mai 1938 la visite qu'il n'avait cessé de solliciter, «lâch[a]» au cours de l'été «les juifs au gouvernement italien, en échange des concessions qu'[il venait] d'obtenir» sur l'Action catholique après un nouveau frottement avec le Quirinal sur la question. Devant un religieux français, le 8 septembre, «le pape a jugé très sévèrement les mesures antisémites du gouvernement italien». Mais, à la mi-novembre, son journal fut «muet» sur «la combinaison» négociée fin août sur l'interdiction des mariages mixtes: la «solution (...) trouvée» via l'article 6 du décret-loi permettrait à l'Église de bénir une union qui, en violation de l'article 34 du concordat italien de 1929 donnant valeur civile au mariage religieux, n'aurait «aucun effet civil (...) Le droit canon est sauf et la législation fasciste est satisfaite». L'*Osservatore* revendiqua «le caractère universel de l'Église» et son attachement à «l'égalité des races», et prétendit que cette rupture du concordat avait été décidée «sans l'accord du Saint-Siège», d'où sa «douloureuse surprise»; mais il avoua presque en ajoutant: «le catholicisme est défavorable

aux mariages mixtes et les déconseille», car «il se méfie du métissage». En janvier 1939 dans *l'Avvenire d'Italia* (journal résolument pronazi fondé par l'Action Catholique en septembre 1933, à la suite du concordat du Reich, organe favori de Pacelli), le père Gemelli, recteur de l'Université du Sacré-Coeur de Milan, le «plus important Institut catholique», «personnage le plus en vue du monde universitaire confessionnel d'Italie, connu (...) pour jouir de la confiance et de l'estime du pape» - et philofasciste convaincu - précisa l'aveu: «les cardinaux et les évêques ont toujours et partout combattu le racisme exotique, mais (...) celui-ci n'a rien à voir avec la politique raciale de l'Italie»<sup>13</sup>.

## DE LA GUERRE À L'APRÈS-GUERRE

Les archives de guerre donnent aux «silences» de Pie XII sur l'extermination de juifs une signification infirmant la thèse de ses terribles tortures morales.

## L'ÉGLISE ET LES JUIFS PENDANT LA GUERRE

### Des dignitaires...

Si le nouveau pape (depuis mars 1939) ne parla guère, les dignitaires soumis à la férule pontificale parlèrent et agirent beaucoup. On sait au total encore peu de chose sur l'Europe occidentale parce que les développements d'après-guerre n'ont pas conduit les Etats à faire la clarté sur le rôle de l'Église. Au fil des découvertes des chercheurs, le bilan s'alourdit cependant et tend à contrebalancer par des découvertes accablantes l'intervention courageuse mais tardive de certains prélats en faveur des juifs déportés - telle l'initiative apparente de Saliège, le 23 août 1942, contre «les persécutions actuelles», en réalité concertée avec Gerlier après un entretien de ce dernier avec le grand rabbin de France<sup>14</sup> (discours charitable et réticences antiallemandes qui valurent à Saliège comme au courageux de Solages une haine vaticane *post bellum* qui trancha avec la gloire des prélats collaborateurs jusqu'au bout: le dossier, en France et dans toute l'Europe centrale et orientale, constitue un critère comparatif sûr des options romaines). Il en ressort que, à l'Ouest de l'Europe, il y eut aussi, parfois même avant guerre, participation cléricale à la curée économique antisémite: après l'Anschluss, en juin (?) 1938, Eugen Haisler, secrétaire d'Innitzer, venu préparer en France «un comité catholique d'amitié franco-allemand», rencontra notamment Rossé, chef des autonomistes alsaciens financés par le Reich, «qui l'a chargé d'acquiescer pour lui à Vienne une imprimerie juive à un prix avantageux». On dispose désormais d'informations substantielles sur les chefs cléricaux français de la collaboration, de Suhard, successeur au printemps 1940 de Verdier, à Baudrillart en passant par Beaussart, évêque auxiliaire de Paris: entre autres, Suhard «montr[a] le plus grand esprit de conciliation» lors des perquisitions de la Gestapo du 26 juillet 1940 visant à «établir la collusion de feu le cardinal Verdier avec les juifs» et le «complot ourdi contre le Reich par des émigrés politiques et par l'archevêché de Paris»: «au siège même de l'archevêché de Paris, la Cinquième colonne avait ses indicateurs», comme le prouva la descente allemande qui permit de saisir l'exemplaire qui s'y trouvait du «compte rendu de[s] conversations» de Mgr Verdier et Benès - vraisemblablement sur les alliances franco- et tchéco-soviétiques - à l'occasion du congrès catholique de Prague (du 27 juin au 1er juillet 1935): les nazis étaient si bien informés que leur police fit «ouvrir tel tiroir dans tel meuble, situé dans telle pièce, parce qu'ils savaient que ce tiroir contenait le dossier de la mission du cardinal Verdier et le compte rendu» en question.<sup>15</sup>

L'information est beaucoup plus riche sur l'Europe orientale. Car les Etats confrontés à une furieuse opposition de la Curie (comme leur prédécesseurs dans l'entre-deux-guerres, et pour des raisons *territoriales* similaires, celles d'avoir saisi des terres estimées définitivement allemandes) sortirent massivement des rayonnages, au tournant des années quarante et cinquante dans le cadre de grands procès, les archives d'Etat ou ecclésiastiques (saisies après réquisition). Selon les diplomates français, et ce en pleine guerre froide, où ils taxaient volontiers de «propagande» toute initiative des gouvernants communistes de l'Est, il s'agit de documents originaux, non tronqués et fiables. Ils orientent sur des pistes accablantes pour l'Église catholique la remarque de Saul Friedlander sur «la

liberté d'action laissée aux évêques» qui aboutit à des attitudes confessionnelles très différentes envers l'extermination des juifs: tandis que le patriarche orthodoxe de Constantinople ordonnait à ses évêques de tout faire pour sauver les juifs, rien de semblable ne vint de Rome<sup>16</sup>.

L'Église assumait dans la Russie occupée des responsabilités identiques à ce qu'elles furent dans la Croatie de Pavelic ou la Slovaquie de Tiso, sans que le Vatican pût invoquer son ignorance des faits: agence de renseignements la plus remarquable du globe (une des puissantes motivations de l'intérêt américain, depuis la fin de la Ière Guerre mondiale, pour une active présence à Rome), le Vatican fut, pape en tête, informé dans ses plus menus détails des événements de la guerre. Falconi a naguère montré que dès septembre 1939, Pie XII n'ignorait rien des méthodes de guerre allemandes, et les archives françaises corroborent ses sources polonaises et yougoslaves<sup>17</sup>. On ne peut distinguer de leurs tuteurs cléricaux, clercs ou laïcs, les organisations terroristes, «l'armée catholique d'Ukraine» issue de l'«Organisation des Ukrainiens nationalistes» (OUN) du nazi ukrainien Stefan Bandera. Au terrorisme de l'avant-guerre sous la houlette du Reich succéda celui de la guerre pour cette «police supplétive» des occupants massacrant combattants de l'Armée rouge, juifs et partisans: avec un enthousiasme qui faisait parfois défaut aux Allemands soucieux de liquidation «rationnelle» et organisée, Raul Hilberg l'a remarqué à propos de tous les supplétifs des nazis, des Ukrainiens aux Slovaques, des Croates aux Baltes, des Roumains aux Hongrois, et pas seulement des «Allemands ethniques» trouvés sur place; il a également relevé le veto contre tout secours aux juifs pourchassés par les *Einsatzgruppen* signifié à leurs curés par les évêques, tel le Lithuanien Brizgys. C'est dans les rangs de la police balte, biélorusse et ukrainienne que furent recrutés les éléments de la division SS Galicia formée en 1942-1943 (avec 20 000 Ukrainiens sélectionnés sur un nombre double de volontaires). Les bourreaux furent escortés de leurs clercs, ainsi après le massacre de 6 000 juifs «qui a duré trois jours et trois nuits», dont fut témoin le jeune Simon Wiesenthal: perpétré à l'été 1941 par l'OUN pour «célébrer [son] retour à Lvov» (siège de Mgr Szepticky), il fut interrompu à la sonnerie des cloches de l'église, «une voix ukrainienne hurl[ant]: "Suffit pour ce soir! C'est l'heure de la messe!"». Exemple banal de la caution apportée par le clergé, du bas en haut de la hiérarchie, aux croisés catholiques contre Russes et juifs. Car, en dépit d'une légende de réticences, d'ailleurs *postérieures* à *Stalingrad*, de l'Église à l'égard des atrocités allemandes ou assimilées, les prélats contrôlèrent étroitement cette alliance entre laïcs et clercs, tel le vieil évêque uniaste de Lemberg (Lvov), Mgr Szepticky, véritable symbole de la poussée germanique en terre slave: son combat antirusse (et antipolonais) au service de l'Autriche (avant 1914) puis du Reich (depuis 1917) fut relancé par la Guerre depuis juin 1941; sa croisade et les oeuvres de ses subordonnés ne distinguèrent de fait jamais l'impératif de «vaincre une fois pour toutes la communisme athée et militant» et celui de se débarrasser des juifs du lieu. Comme ses pairs, il bénit la division SS Galicia, «guidée par ses aumôniers uniastes» à l'assaut des «bolcheviques impies»<sup>18</sup>.

Ce qui vaut pour la Russie vaut pour toute l'Europe centrale et orientale, où la hiérarchie non seulement ne protégea pas les victimes mais interdit leur protection. On ne voit pas par quel miracle les prélats antisémites patentés de Pologne, Hongrie, Slovaquie, Roumanie, qui avaient, dans les pays pogromistes dotés d'une sévère législation antijuive avant-guerre, activement participé à l'élaboration et à l'adoption de ces lois (et qui montrèrent en 1945 leur inclination à recommencer), auraient soudain pris en pitié les pourchassés. «Il est particulièrement significatif de noter que les Lithuaniens non-juifs sont chargés d'aller chercher les candidats» à l'extermination, observa Taylor dans son mémoire du 26 septembre 1942 pour le secrétaire d'Etat Maglione, «dans le Ghetto de la mort de Varsovie (...) C'est une tragédie que la population polonaise soit montée par les Allemands contre les juifs et que les relations entre les Polonais et les juifs aient été aggravées au dernier degré. C'est particulièrement vrai à Lemberg» - fief de Szepticky. Raul Hilberg a, pays par pays, dressé le tableau impitoyable d'une attitude en parfaite continuité avec un long passé; or, les circulaires des évêques aux curés, comme celle citée plus haut en Lithuanie, et toutes autres démarches impliquaient l'aval d'un nonce.

On sait l'éminente contribution de la Slovaquie de Mgr Tiso, ancien archevêque de Bratislava, classée par Hilberg parmi «les satellites par excellence», aux déportations juives. Les archives d'alors exhumées après-guerre prouvèrent que l'«attitude [des évêques] à l'égard du massacre des Juifs de Slovaquie a[vait] été pour le moins suspecte» et qu'ils ne s'étaient pas montrés «fort désintéressés des biens de ce monde». Litote du consul de France à Bratislava, lors du procès

«pour haute trahison» de janvier 1951 de trois évêques slovaques, champions du parti Hlinka puis de Tiso (Mgrs Vojtassak, de Spis, Buzalka, auxiliaire de Bratislava, et Godjic, uniate de Presov), pour présenter leurs aveux authentifiés par les archives de l'Etat slovaque: ainsi Vojtassak avait-il approuvé, entre autres décisions de Tiso, la déportation des juifs (sténographie de la séance du 3 février 1943), et participé au pillage des biens juifs, «notamment à Baldovce et à Betlanova», arrondissant son patrimoine dont il tirait un revenu annuel de 3 à 4 millions de couronnes.

La catholique Hongrie, rangée parmi «les satellites opportunistes», se montra également fidèle à ses traditions pogromistes: même en 1944, alors que tous ses dirigeants, clercs inclus, s'efforçaient pour échapper au sort des satellites de se disculper aux yeux des Anglo-Saxons, le primat Seredi ne put, dans sa lettre pastorale du 29 juin, censurer la violence de son antisémitisme sous l'apparent regret de son impuissance totale à empêcher quoique ce fût. Son successeur, nommé en 1944, l'ancien évêque de Veszprem, Mindszenty, de son vrai nom Joseph Pehm, Allemand «d'origine souabe», n'eut rien à lui envier: obscur jusqu'à sa gloire d'après-guerre (et deux volumes des archives *Hongrie 1944...* ont disparu du Quai d'Orsay), il suggéra son passé par l'audace de ses déclarations antisémites, notamment en 1948 devant Bertha Gaster, correspondante à Vienne du *News chronicle*: cette fille du rabbin de Whitechapel (ce qu'il ignorait) lui fit une certaine publicité.

En Croatie, la «purification ethnique» frappa les Serbes orthodoxes autant que les juifs: les persécutions sont connues depuis longtemps, grâce aux recherches de Falconi dans les fonds d'Etat yougoslaves, parfaitement fiables, bien que Rhodes reproche à cet auteur catholique d'avoir «invalidé certaines de [ses] conclusions anticatholiques» par sa non-maîtrise du serbo-croate et par son recours aux «documents officiels communistes» habilement sélectionnés<sup>19</sup>. L'argument paraît aussi sérieux que celui qui interdirait aux juifs de s'intéresser à la Shoah, et Belgrade n'eut pas besoin de «sélectionner». Le dossier catholico-croate est d'une noirceur telle qu'elle résista chez les diplomates français aux tentations révisionnistes de guerre froide. Ce n'est pas Tito qui inventa les chiffres énormes des massacres de Serbes et de juifs par «l'Etat libre de Croatie» de Pavelic, mais les fonds de guerre qui établirent ces évaluations: à la fin de l'été 1942, un peu plus d'un an après l'invasion de la Yougoslavie, le diplomate américain Biddle, ministre auprès du gouvernement yougoslave en exil, y évalua les seuls «atroces massacres de Serbes» aux chiffres «confirmés» de «600 000 hommes, femmes et enfants», massacres qui se poursuivaient alors avec frénésie et s'accompagnaient de «la destruction de tout ce qui était serbe en Bosnie». La question ne se pose plus, après les travaux de Falconi et d'Aarons et Loftus, de savoir si Rome ignore les oeuvres de l'Etat de Pavelic et l'éminente contribution qu'y apporta un «clergé (...) dans l'ensemble composé de fanatiques ou d'hommes pétrifiés par la peur», du bas en haut de la hiérarchie. Le Vatican, Pie XII au premier chef, soutint jusqu'à sa chute le régime oustachi. Il couvrit les crimes des clercs, de la participation personnelle ou de l'adhésion aux massacres (en camps de concentration et tous autres lieux, dont les bâtiments religieux orthodoxes) aux pillages de biens juifs et orthodoxes, avérés par des documents écrits pour Saric (évêque de Sarajevo, l'un des chefs de longue date du camp antiserbe) et Rozman (évêque de Ljubljana). Il n'en ignore rien, comme plusieurs chefs de la Curie. Le Lorrain Tisserant, secrétaire de l'Orientale directement concerné par le dossier, s'en prit devant le délégué de Pavelic au Vatican Rusinovic à la barbarie des Croates notoire depuis «la Guerre de Trente Ans», où ils avaient ravagé sa région natale. Tardini vit dans leurs exactions (sans les désigner clairement) des «erreurs» de jeunesse. Pie XII préféra parler des risques d'échec de la «croisade militaire en commun contre le bolchevisme».

La «résistance» de Stepinac - candidat pro-allemand qui avait en 1937 succédé à l'Allemand Bauer à Zagreb et aujourd'hui promis à la canonisation - relève de la légende. Stella Alexander, dans ses deux livres apologétiques, ne trouve dans sa *seule* source originale, *Katolicki List*, journal de l'archevêché, que des signes d'adhésion au régime: tous les documents contradictoires sont de seconde main. Les fonds français, double du livre de Falconi, y ajoutent des précisions. Les archives oustachas ayant été symboliquement regroupées dans le palais archiépiscopal de Zagreb, les titistes les y découvrirent en 1945: s'y trouvaient, entre autres, mainte photo de Stepinac faisant le salut oustachi (bras levé) auprès des hauts fonctionnaires; et des textes, telle sa circulaire aux évêques publiée dans son journal le 29 avril 1941, glorifiant «l'Etat croate ressuscité» et «le chef de l'Etat croate», et ordonnant un «Te Deum solennel dans toutes les églises paroissiales». Mais «il n'existe de lui aucun document protestant contre les crimes commis en Croatie par les Oustachis et les Allemands». Les horreurs accumulées par «l'occupant et (...) les Oustachis [, avec lesquels]

beaucoup de (...) chefs [musulmans] ont collaboré», encore découvertes en 1945, confirment la fusion de l'Église et de l'Etat sous Pavelic. Pullulaient les monastères-arsenaux, comme celui de Siroki Brijeg (en Herzégovine) où des franciscains criminels de guerre furent arrêtés en 1945. Le trésor oustachi, trouvé début 1946 dans le couvent du Kaptol des franciscains de Zagreb, contenait bijoux, or, dents en or scellées à des mâchoires entières, bagues sur des doigts coupés, etc., provenant du pillage d'orthodoxes et de juifs assassinés en masse; un PV d'emballage rédigé pour chaque caisse prouvait la présence de fonctionnaires oustachis à chaque opération. Ce ne furent pas seulement «certains prêtres exaltés qui sont allés, par haine et par peur du communisme, jusqu'à prêter main-forte aux oustachis et à la Wehrmacht (...) durant l'occupation», mais l'ensemble d'un corps dominé par les franciscains: l'Église yougoslave s'était «compromise à tel point qu'il serait possible de dresser contre elle un réquisitoire en n'invoquant que des témoignages religieux». Guy Radenac, consul à Zagreb, en entendait encore de nouveaux plus de deux ans après la guerre, significatifs de ce que Falconi a appelé «hideux mélange de boucheries et de fêtes»: sur les massacres d'orthodoxes, tel celui de Glina en (mai) 1941, confirmé par le récit du père Thomas, trappiste français réfugié pendant la guerre à Banja-Luka: 2 000 morts dans la nuit, hommes, femmes et enfants, tués et pillés; sur les festivités avec l'occupant, les «grands dîners en l'honneur des officiers allemands» organisés par un couvent où l'on servait «des gâteaux (sic) (*sic dans le texte*) ornés de croix gammées», décrits par le père Loewenbrück, bénédictin français de Pleterje (selon lequel «seuls, parmi les ordres non cloîtrés, les dominicains furent irréprochables» mais furent tous tués sous une bombe britannique à la fin de la guerre). Parce qu'il est impossible de dissocier le martyr des Serbes orthodoxes de celui des juifs yougoslaves, évoquons la «conversion forcée» des orthodoxes, *intelligentsia* strictement exclue dans la mesure où elle était considérée comme irrécupérable: ce retour à «l'Inquisition espagnole» obligeait les victimes quand elles n'avaient pas été massacrées d'emblée à «choisir» entre l'adhésion au catholicisme et la mort. Le décret oustachi du 3 mai (complété par mainte autre mesure) qui en fixait les règles ne fut pas seulement un ordre oustachi, mais aussi un *texte vatican* contresigné par Tisserant. Belgrade attendit 1952 pour le révéler dans un Livre Blanc sur les relations Vatican-«Etat indépendant de Croatie» puisé à la fois au «journal personnel» de Stepinac et aux archives oustachies: il disculpait le secrétaire français de l'Orientale, seul prélat «romain» hostile à l'«acte de conversion, qui ne l'avait signé que «contre son gré», en reproduisant les procès-verbaux de ses entretiens orageux avec Rusinovic (sources de Falconi). Les Français, alarmés de l'énormité de ces révélations, consultèrent Tisserant: tout en invoquant «le rôle modérateur» de Stepinac, il confirma tout, ajoutant «que la secrétairerie d'Etat avait été "assez molle"»<sup>20</sup>.

### ...à la Curie

On connaît depuis les années soixante les silences de Pie XII sur «l'anti-christianisme du régime hitlérien, les persécutions, les déportations, les abominables méthodes de guerre et d'occupation» allemandes (de Blesson). Le dossier a été définitivement traité par Saul Friedlander sur la base de documents allemands et des volumes III et II des *FRUS* de 1942 et de 1943 (que complètent les fonds français). Il en ressort que la Curie fut informée au plus menu détail par des sources juives, américaines (l'Américain Myron Taylor, «représentant personnel» de Roosevelt «auprès du pape Pie XII», lui fournit un état précis des exterminations en Pologne le 26 septembre 1942) et allemandes; qu'elle ne les dénonça pas, même quand, de juillet à octobre 1942, «les Etats-Unis et d'autres gouvernements», dont celui de Grande-Bretagne, unirent leur «efforts (...) pour obtenir du pape une protestation publique contre les atrocités nazies dans les territoires occupés par l'Allemagne». Les divers motifs invoqués anticipent à la fois sur la négation des crimes et sur la thèse de l'innocence allemande:

«le pape dans ses discours a déjà condamné les offenses contre la moralité en temps de guerre et qu'être précis actuellement ne servirait qu'à aggraver les choses»;

«le peuple allemand, dans l'amertume de sa défaite, lui reprochera plus tard d'avoir contribué, ne serait-ce qu'indirectement, à cette défaite (...) c'est précisément une telle accusation qui a été portée contre le Saint-Siège par les Allemands après la dernière guerre, en raison de certaines phrases prononcées et de certaines attitudes adoptées par Benoît XV [pendant] les hostilités» (Montini à Tittmann);



«des rapports sur les mesures sévères (*severe measures*) prises contre des non-aryens étaient également parvenus au Saint-Siège d'autres sources mais que jusqu'à présent il n'avait pas été possible d'en vérifier l'exactitude» (Maglione, le 16 octobre 1942, trois semaines après le rapport Taylor sur la Pologne);

«le Saint-Siège ne pouvait dénoncer des atrocités particulières (*specific*), mais (...) avait souvent condamné les atrocités en général» et «ne pouvait pas vérifier les rapports des Alliés concernant le nombre de juifs exterminés, *et caetera*» (Maglione, le 26 décembre, après la condamnation solennelle, le 17, par les nations unies de «cette politique bestiale d'extermination accomplie de sang-froid»).

Pie XII usa d'un double argument le 30 décembre 1942, peu après le message de Noël qu'il présenta à Tittmann, «chargé d'affaires des Etats-Unis», comme répondant aux souhaits de tous ceux qui le pressaient d'«exprimer une parole (*some word*) de condamnation des atrocités nazies». Ce long texte insignifiant, divisé en «cinq points fondamentaux de la pacification et de la Société humaine», comportait, au cinquième, une allusion «à des centaines de milliers de personnes qui, sans aucune faute de leur part, par le seul fait de leur nationalité ou de leur origine ethnique, ont été vouées à la mort ou à une progressive extinction»: quatre lignes et 3 mots sur 13 pages de traduction française, que personne ne remarqua, pas même Berlin:

il invoqua «une certaine exagération pour des buts de propagande» dans «les rapports des Alliés sur les atrocités»;

«il expliqua que lorsqu'il parlait des atrocités il ne pouvait nommer les nazis sans mentionner en même temps les bolcheviks ce qui (...) pourrait ne pas vraiment plaire aux Alliés»<sup>21</sup>.

Pas toujours muets, Pie XII et *L'Osservatore* «flétrirent les bombardements de Rome» avec passion jusqu'à l'été 1944 (après avoir tenté de les éviter depuis 1940), et ceux, depuis 1942, lancés contre les villes du Reich. Ces cris furent d'autant plus remarquables que le pape était resté coi sur les déportations de masse des juifs, comme celles qui eurent lieu «sous [s]es fenêtres», dans Rome occupée par les Allemands, depuis la mi-octobre 1943. Il avait confié à *Hudal* la tâche de discuter avec le général Stahel, commandant général de Rome, cette «question délicate [et] désagréable pour les relations germano-vaticanes», mais qui fut «liquidée», selon von Weiszäcker - nouvel ambassadeur du Reich venu depuis le début juillet 1943 préparer avec la Curie et les Anglo-Saxons le meilleur avenir allemand possible -, en moins de deux semaines: cette mission à elle seule constituait un aveu, compte tenu de l'antisémitisme du nazi autrichien Hudal et de son contact à Rome avec Walter Rauff, «chef des services de renseignements SS», «responsable du programme des chambres à gaz mobiles» de 1941 à l'Est (envoyé au printemps 1943 à Rome pour six mois par Martin Bormann, Rauff fut affecté en septembre «dans une unité SS opérant dans la région Gênes-Milan-Turin» dans le même but). On n'entendit pas davantage Pie XII sur les déportations de 1944, notamment celles des juifs hongrois, massives depuis mai<sup>22</sup>.

## LE SAUVETAGE-RECYCLAGE DES BOURREAUX

Dès ce moment et dans la perspective d'un «renversement des alliances» qui s'avéra impossible du point de vue militaire général mais progressa à marches forcées sur le plan politique, Washington et le Vatican avaient commencé le sauvetage-recyclage des bourreaux: le premier, notamment via Taylor et le symbole ecclésiastique du «pactole» américain à Rome depuis 1925, Mgr Spellman, finança en large part cette opération de masse, réalisée pour l'essentiel grâce au maillage ecclésiastique du continent, qui achève de donner sens aux «silences» pacelliens<sup>23</sup>.

De la guerre...

Walter Rauff, chef de «la section anticommuniste», fut pendant les négociations de reddition» séparée de l'Armée allemande d'Italie révélées en mars-avril 1945 «le principal interlocuteur» d'Alan Dulles, l'un des deux frères (avec Foster) de la célèbre firme d'avocats d'affaires Dulles, Sullivan and Cromwell, liés à la banque Schroeder, étai d'Hitler, et acteurs depuis 1919 de la liquidation douce de Versailles. Les tractations échouèrent en apparence - la capitulation en Italie ne précéda que de peu (le 2 mai) la générale -, mais sauvèrent «les officiers nazis qui y

avaient été mêlés», tel Karl Wolff, «chef de l'état-major personnel de Himmler» et d'un «groupe d'intervention SS» en URSS, «personnellement compromis dans les meurtres de 300 000 personnes», condamné en 1949 à quatre ans d'emprisonnement, dont il ne fit «qu'une semaine». Ces pourparlers avaient eu pour médiateur le Vatican, où entre 1943 et 1944 Rauff et Hudal créèrent le «réseau d'évasion» des criminels de guerre couvert par les Anglo-Américains (et les Français), opérationnel bien avant mai 1945<sup>24</sup>.

Ce que nous savons des rapports entre Hudal et Pie XII infirme la thèse des historiens officiels de la Curie, tel le P. Graham, selon lequel «Mgr Hudal n'a joué aucun rôle» au sein de la Commission pontificale d'assistance»; et orienté vers celle de Ladislav Farago, qui affirme que le pape hissa Hudal «au niveau le plus haut de la hiérarchie du Saint-Siège» et en fit le principal adjoint de Montini (futur Paul VI) dans l'«opération d'exfiltration des nazis». Hudal apparaît dans les recherches des dernières décennies comme le pivot, avec Mgrs Montini, Riberi et Siri, archevêque de Gênes, du dispositif mis en place à Rome et dans toute l'Europe occupée, financé par des trésors nazis et assimilés, «blanchis» et enflés par le marché noir et les fonds alliés. Le 23 août 1944, sous couvert d'«action caritative en faveur des prisonniers de guerre», le Saint-Siège sollicita des autorités alliées l'envoi d'un «représentant» flanqué d'un secrétaire, pour apporter «aux prisonniers catholiques une assistance religieuse normale». Après l'acquiescement américain, il réclama le 2 décembre pour «le directeur spirituel des Allemands résidant en Italie» - Hudal - le droit de «visiter en Italie les internés civils de langue allemande». Hudal entama ainsi sa mission dans les *Rat Lines* (nom de code anglo-saxon des filières d'évasion), avec Rauff et Riberi, également chargé en novembre 1944 «de s'occuper officiellement, au nom du Saint-Père, des Allemands détenus en Italie par les Alliés»: «la commission pontificale d'Assistance» ainsi créée, «instrument efficace de la politique américano-vaticane», soustrairait en masse au châtement les criminels allemands, croates, hongrois, slovaques, ukrainiens, baltes, français, etc., avec le soutien permanent, entre autres, de Taylor et du RP Carroll, second successeur depuis la fin de 1940 (après Mgr Hurley) de Spellman à Rome.

Travaux allemands, anglo-saxons, courriers du Quai d'Orsay de toute provenance infirment les conclusions de l'équipe d'historiens français auxquels Mgr Decourtray confia l'examen des archives ecclésiastiques pour étudier le rôle de l'Église dans le sauvetage de l'ex-milicien Touvier, exemple-type des criminels de guerre ripolinés en réfugiés accablés par le sort: des prélats français inconscients ou mal informés auraient par charité secouru un bourreau qu'ils avaient pris pour une victime, sans être mandatés ou couverts. Une partie de l'Église française se compromit en réalité comme *toutes ses homologues* dans une opération romaine. Dès novembre 1944, Tardini, de la Secrétairerie d'Etat, motiva devant le diplomate français, Guérin l'appel de «quatre prêtres américains» à la secrétairerie d'Etat «par l'importance croissante des affaires» communes, les besoins de la correspondance en anglais «en particulier, de l'organisation des secours», qui impliquaient coopération. En février 1945, «les divers organismes», les deux commissions pontificales d'Assistance aux réfugiés et aux rapatriés, furent groupés «en une seule oeuvre, la commission pontificale d'Assistance», financée par «l'UNRRA» - les Etats-Unis - «par l'intermédiaire du Vatican». Au tournant de 1944, elle fonctionnait à Rome, dans toute l'Italie via «les centres diocésains paroissiens» et à l'étranger, par ses diverses missions, «dont certaines se sont rendues en Allemagne, en Autriche et en Hongrie». Les «réfugiés politiques» arrivés en Italie «sont dirigés sur le père Faller», résidant Piazza Cairoli, «religieux allemand qui s'occupe d'un centre d'accueil destiné à tous les réfugiés se trouvant en Italie. Ce centre, qui a connu une activité particulière en 1944 et 1945, a reçu indistinctement les réfugiés de toutes nationalités venues d'Europe Centrale et particulièrement d'Allemagne». Faller «les met en contact avec le père [français] Blondeau», de l'hôpital Fato Bene Fratelli, sur l'île du fleuve Tevere. Blondeau, pivot d'un réseau de «couvents dont le personnel est en partie français», leur «communique l'adresse d'un couvent à Rome susceptible de les héberger». Faller les adresse aussi à Riberi, via Po, qui «leur délivre une carte donnant accès à un mess pontifical». «La commission», qui travaillait «en accord avec les autorités italiennes ou alliées et avec l'UNRRA», servit dès 1944 «trois millions de repas» dans le réfectoire pontifical de la Via Po. Blondeau «remet enfin à chacun, suivant sa situation, une somme d'argent» pour l'achat de vêtements et objets de première nécessité. Dernière étape, «certains réfugiés ont obtenu des passeports pour se rendre en Amérique du Sud»: la Croix-Rouge internationale, à la demande des Anglo-Saxons très influents en Suisse, envoya à Hudal, à l'*Anima*,

ces passeports dont le flot gonflerait à partir de mai 1945. D'énormes poissons avaient déjà échappé au filet: Bormann, considéré par Hilberg comme mort en 1945 pendant «la bataille de Berlin», «aurait quitté l'Allemagne dès le 10 mai 1945 par le Tyrol et pour l'Argentine après quelques mois de secret romain sous la sauvegarde de Mgr Hudal», selon Jean-Pierre Blancpain, et de Rauff (Werner Brockdorff); le transfert de ce protégé de la Curie eut lieu selon Paul Manning en 1948, et on lui remit une grosse part de «la réserve financière de la Deutsche Bank»<sup>25</sup>.

... à l'après-guerre

L'idéologie de l'innocence allemande, qui avait dans les discours du pape cheminé depuis l'ère de la défaite assurée, fut au fil des ans de guerre froide officielle délestée de toute auto-censure. Partie visible de l'iceberg de la pratique, puisque le sauvetage des criminels de guerre se poursuit longtemps sous la houlette d'Hudal, dont l'ouvrage posthume de 1976 (*Römische Tagebücher. Lebensbeichte eines alten Bischofs*) revendique un nazisme intact et «la grâce d'avoir pu rendre visite dans leurs geôles et dans les camps à tant de victimes de l'après-guerre, pour les consoler, les aider et les pourvoir de faux papiers leur permettant de fuir vers un pays plus heureux». Parmi eux figurait Franz Stangl, ancien commandant des camps de Sobibor puis de Treblinka, qu'il accueillit ainsi: «Vous devez être Franz Stangl. Je vous attendais»; il l'hébergea au *Germanicum* avant de lui remettre son «nouveau passeport (...) de la Croix-Rouge».

L'entreprise mobilisant *tous les évêques* impliqua la Suisse, siège du Comité international de la Croix-Rouge contrôlé de fait par Washington, soumise à une pression à laquelle la rendaient sensible son statut de havre des intérêts mêlés de capitaux et ses liens directs avec les capitaux allemands. La France fut à l'automne 1945 la première cible de la campagne, ensuite inlassable, du CICR en faveur de la protection des «prisonniers allemands [que] les Français affam[ai]ent». En août, le nonce à Paris Roncalli (futur Jean XXIII) reçut du Quai d'Orsay libre accès à tous les camps. Il les visita assidûment, sous couvert de dispenser «des paroles de réconfort et d'encouragement d'ordre spirituel» aux PG en général et aux séminaristes en particulier, de Chartres à Montpellier en passant par Noisy-le-Sec. Au tournant de 1945, les camps français sous autorité américaine, tels ceux de Normandie, de Brienne-le-Château et Mailly, étaient des passoires à Allemands et «Yougoslaves»: les PG revêtaient sur leur treillis portant le macaron *POW* (*prisoner of war*) «un uniforme américain sans aucune marque particulière»; «aucune mesure de précaution particulière» n'était prise envers les «criminels de guerre (...) reconnus», pourvus par des Français de «la Main Rouge» (organisation clandestine d'extrême droite) de faux papiers<sup>26</sup>.

#### La mission pontificale de Secours

En octobre 1945, Montini, interlocuteur privilégié des Américains (principal agent vatican et chef des *Rat Lines*, selon Aaarons et Loftus), fit à Maritain des semi-aveux sur la filière d'évasion sud-américaine, «la mission pontificale de Secours» pour «l'Autriche et l'Allemagne», dirigée par Mgr Chiarlo, ancien nonce en Amérique du Sud, et siégeant à Francfort (en zone américaine): «ses collaborateurs appartiennent à toutes les nationalités d'Europe centrale, ils apporteront aux diverses populations, spécialement aux réfugiés et aux fugitifs, des *secours spirituels aussi bien qu'une aide matérielle*». Mgrs Chiarlo et Gawlina (aumônier de l'armée polonaise) sillonnaient depuis novembre 1945 les zones américaine et britannique (les Français leur fermaient encore la leur) pour «visiter le plus grand nombre possible d'anciens prisonniers de guerre, détenus politiques et surtout réfugiés de toutes les nationalités» - germanique surtout. En décembre, le dispositif était au point, et les 5 et 6 se réunirent à Berlin cinq prélats chargés de l'Est, avec des délégués des organisations de secours et d'accueil des réfugiés allemands. Lot représentatif du nazisme épiscopal, malgré la légende de «résistant» de leur président, von Preysing, archevêque de Berlin (et un des trois cardinaux de la première promotion allemande d'après-guerre, avec von Galen et Frings) - légende par défaut, son dossier de guerre auxquels s'intéressaient des chercheurs des années soixante ayant disparu. A la réunion qu'il convoqua le 21 mai 1947 à son siège de Trèves, l'évêque Bornewasser fut clair sur le rôle des siens dans la fuite des nazis: «c'est actuellement le devoir absolu et aussi l'intérêt de l'Église de conduire le peuple allemand pour qu'il se souvienne encore avec fierté de sa noble qualité d'Allemand. C'est la jeunesse qui aura toute notre sollicitude, nous organiserons des cours du soir où

nos jeunes auront la possibilité de se perfectionner dans la connaissance des langues étrangères de préférence l'espagnol et l'anglais, afin que ceux qui désireront ou devront émigrer en Amérique du Sud puissent montrer là-bas le visage du "vrai Deutschtum". Vous devez éduquer la jeunesse dans le sens d'une Allemagne "totale et nationale"».

L'organisme «pontifical» prit forme définitive en mai 1946, où Mgr Munch, évêque germano-américain de Fargo, devint «représentant du Saint-Siège» en Allemagne et chef de la «mission vaticane d'Assistance aux réfugiés» - à la place de Chiarlo, nommé nonce au Brésil (gros centre d'accueil). Né dans le Wisconsin «de souche allemande», dépêché par «le département de la Guerre», Munch arriva en août 1946 à Berlin «dans un avion militaire américain». «Aumônier des forces américaines d'occupation», il succédait à Spellman, qui gardait la haute main sur «toutes les affaires importantes», et rejoignit aussitôt le clan des favoris «de Pie XII et de Mgr Tardini». En mars 1947, quand Pie XII, devant le directeur pour l'Italie de l'*Associated Press*, Guptill, «revendiqu[a] la liberté du Saint-Siège, des évêques et des associations catholiques du monde entier» de fournir de l'«aide à ceux qui sont dans le besoin», surtout «les émigrés et les réfugiés», l'ouvrage était très avancé. Le nombre des «soupes populaires» servies via Po était passé de trois millions en 1944 à 28 771 150 en 1945 et à 40 731 750 en 1946. Des mouvements financiers étaient dirigés vers les zones de fuite, en accord avec les *Pie Opere di Religione*. Après d'autres, les courriers français confirment l'aspect tentaculaire d'une action que Blondeau imputa en mars 1947 aux «devoirs de la charité» sans convaincre Maritain, informé que «des personnes gravement suspectes ou condamnées par contumace ont réussi à passer à l'étranger»<sup>27</sup>.

#### Du havre suisse aux associations catholiques

De l'Ouest à l'Est l'Église participa au processus. La Suisse, soumise au second semestre de 1945 à «intervention américaine» permanente, supplanta au tournant de 1945 l'*UNRRA* dans «l'aide aux populations» d'Allemagne et d'Autriche, et aux Allemands expulsés, sous couvert «de lutter contre la propagande soviétique». De «Don suisse» en «Secours aux enfants», de *Caritas* ou de «Centrale sanitaire suisse» en Croix-Rouge, aides et secours à «l'Europe» réunis par les milieux financiers de Zurich et Bâle (chimie liée à l'IG Farben en tête) se bornèrent de plus en plus strictement aux Germains. Sollicitée pour réhabiliter le clergé protestant allemand, aspect majeur du blanchiment des cadres, la Suisse fut aussi mobilisée dans son fief germanophile catholique. Le Vatican trouva des exécutants en maint diocèse: à Fribourg, celui de Mgr Besson (mort en 1944 et remplacé par le chanoine Charrière) où «les idées et le niveau intellectuel [d']une importante fraction d[u] clergé et des] fidèles (...) sont demeurés ce que pouvaient être ceux d'un diocèse breton sous l'Ordre moral»; dans l'abbaye bénédictine d'Einsiedeln, «poste d'écoute ouvert à beaucoup de messages»; dans le gallophobe Tessin, dont l'évêque Jelmini transforma «de notoriété publique» le «sanatorium» d'Agra, près de Lugano, en «gare régulatrice pour l'évasion de nazis vers l'Amérique du Sud» (fonction banale des sanatoria suisses, comme Davos, après 1945). Jelmini y sauvait les Allemands et leurs alliés, tel l'abbé Jassédé, «excellent Français», dit-il, auquel il confia en 1947 «la cure d'Agra» et le poste d'«aumônier» du «sanatorium» comportant «l'éducation morale et religieuse» des «enfants sarrois» accueillis: cet «ancien agent de la Gestapo (...) condamné pour collaboration» était recherché en 1946 par la police d'Orléans<sup>28</sup>.

De ces Touvier l'Europe orientale fournit le groupe le mieux connu, avec son gigantesque réseau animé du côté ukrainien par Mgr Bucko, un des chefs de la croisade anti-russe. La Croatie s'y illustra, puisque la filière du père Draganovic, secrétaire de Saric, familier de guerre de Maglione, Montini et Pie XII, aurait soustrait au châtement environ 30 000 criminels croates, dont Pavelic, Saric et Rozman: la «plaque tournante [romaine] de l'opération», «l'institut San Girolamo» (Saint-Jérôme), recueillait avant leur départ (de Gênes) ces hommes regroupés par l'archevêché de Zagreb, les couvents et autres institutions croates (dont la Croix-Rouge) placés sous la tutelle de Stepinac resté sur place à la débâcle; puis par le haut-clergé d'Autriche et la «mission pontificale» de Salzbourg; enfin par la Curie, l'archevêque de Gênes, «la police italienne», et maint chef de la Démocratie chrétienne (dont de Gasperi). Ce n'est «qu'avec la complicité des autorités occupantes» que d'«anciens ministres» et responsables du régime de Tiso filèrent de zone américaine d'Allemagne à Rome. Le Saint-Siège les y traitait avec tous les égards au début de 1946: Karel Sidor, ancien délégué de Tiso et législateur de la persécution des juifs par la Slovaquie «encore

autonome», entre janvier et mars 1939, abritait une trentaine d'émigrés dans son palais romain, tels Durcansky, le père Polakovic, sous-directeur de la Propagande, et le professeur Miskovic, ancien président de «Prol» (Sokols catholiques) qui avait avant son départ laissé à la «Jeunesse Hlinka» son «exposé des consignes» contre le nouveau régime.

Au printemps de 1946, l'*Unità* mena campagne contre *Pax Romana*, ancienne «confédération des associations catholiques» siégeant avant-guerre à Fribourg, qui avait «élargi ses cadres et étendu ses buts». Pilier de la reconstruction des «Internationales catholiques» menée entre Salamanque, Fribourg et Rome (où les jésuites «joueraient un rôle important»), elle dispensait fausses «bourses d'études» et vrais faux passeports aux «criminels de guerre notoires». Madrid avait délégué en Italie le journaliste Ruiz, «homme de confiance du ministre des Affaires étrangères Artajo [en vue] de regrouper et d'organiser les (...) fascistes fugitifs» de Hongrie, Bulgarie, Roumanie, Yougoslavie et Pologne pour leur transfert en Espagne. Cet afflux financé par les États-Unis entraîna la création à Madrid, dans les années cinquante, d'une foule d'organismes «catholiques» pour «réfugiés politiques».

Le rôle de *Pax Romana*, démenti par le *Popolo*, fut confirmé par les Français, qui, catholiques inclus, se méfiaient d'une organisation dont les congrès accueillait dès 1946 des «délégations de Croatie, Slovaquie, Lituanie, Bohême, Hongrie, et Pologne» composées «de jeunes réfugiés de l'Europe centrale». Selon Radenac, «les milieux oustachis de Zagreb» diffusaient encore en 1947 les adresses connues des couvents accueillant les fugitifs, pris en charge par des bourses de «Pax romana». Lui-même savait «de source directe» que le plus jeune fils de Radic, hébergé plus de six semaines à Rome au «couvent Saint-Jeronimo», venait de donner «cette adresse à un ami». *Caritas* jouait le même rôle, assurant les secours aux familles d'émigrés et d'oustachis terroristes sur place. Les procès yougoslaves précisèrent l'ampleur de la filière: le régime, appuyé «sur des faits réels», prouva que les inculpés, tels, en 1952, les franciscains de Mostar, notamment accusés de «recel d'or et d'objets précieux pillés par les oustaches et découverts dans une de leurs églises à Zagreb (...) et de complicité dans la fuite d'ex-oustaches poursuivis pour leurs crimes pendant la guerre», avaient agi «sur les directives du Vatican»<sup>29</sup>.

Les rescapés subirent un sort plus sévère que les bourreaux: parti de Rome le 13 juillet 1945, Hlond, à peine rentré dans son diocèse de Poznan, anima avec ses pairs les pogroms déclenchés au Sud, dans celui de Sapieha, Cracovie (notamment le 11 août). A l'instar du «gouvernement» de Londres que Papée continuait à représenter au Vatican, la «résistance» d'extrême droite (*NSZ*) était chargée de liquider les rares survivants juifs (80 000), qui avaient fui la Pologne en 1939 pour se réfugier en URSS et étaient considérés comme le symbole de l'ennemi russe (au point que dès avril 1946, 50 000 avaient à nouveau fui et continuaient). Promu archevêque de Varsovie en avril 1946, Hlond, comme Sapieha, couronna l'entreprise en couvrant le 12 juillet par une conférence de presse le pogrom de Kielce du 4, le plus important (80 morts, une centaine de blessés, «la plupart grièvement»), organisé avec la complicité de l'évêque du lieu Kaczmarek: ce «malheur monstrueux» ne devait rien au «racisme», «le clergé de Kielce a rempli son devoir», les Polonais ont sauvé la vie des juifs pendant la guerre, etc.; «la faute en est imputée aux juifs qui occupent en Pologne des postes dirigeants et tentent d'imposer au pays un régime dont la majeure partie de la population ne désire pas»; il ne pouvait donner un avis sur le *NSZ*, car «il s'interdit d'aborder» les problèmes relatifs à «la Pologne intérieure»; à une question sur le motif de non-condamnation publique par le clergé de l'antisémitisme depuis la libération, il répondit qu'une enquête avait montré l'inutilité de la première en raison de la disparition du second: un autre pogrom tua alors trente juifs sur la voie ferrée Kielce-Czestochowa. Dans cette atmosphère cultivée par le «Mikolajczik en soutane» (surnom de Hlond) la gauche dénonça «la main du Vatican "protecteur des Allemands"». Lequel ne dit mot du pogrom de Kielce, pas plus que la grande presse américaine, assez obsédée par l'anticommunisme pour lâcher ce terrain - alors que les diplomates français sur place bouillaient d'indignation.

Autre indice du sens des «silences» pacelliens, les prélats les plus collaborateurs - parfois non dissociables des criminels de guerre - connurent à dater de 1945 une gloire qui contrasta avec les rigueurs réservées aux audacieux de la guerre: devenu cardinal parce que Pie XII fut en 1945 contraint à le nommer - Paris avait averti qu'il refuserait dans le cas contraire toute nomination française -, Saliège, soumis, comme de Solages, à mainte humiliation, en témoigne éloquemment<sup>30</sup>.

Les *Actes et Documents du Saint-Siège relatifs à la Seconde Guerre mondiale* (ADSS), documents officiels dont le scandale né de la pièce de Rolf Hochhuth, *Le vicaire*, a suscité les premières publications, ont mis l'accent sur l'envie profonde, mais toujours autocensurée ou demeurée officieuse, du Vatican de s'opposer à «la destruction des juifs d'Europe». La tentation est grande, face aux «silences», de rechercher les traces de ce qui aurait pu se passer si... Le récent ouvrage, par ailleurs scrupuleux, de Georges Passelecq et Bernard Suchecky, *L'encyclique cachée de Pie XI. Une occasion manquée de l'Église face à l'antisémitisme* (Paris, La Découverte, 1995), révèle une fois de plus les limites méthodologiques d'une recherche de présomption d'innocence fondée sur une documentation pour l'essentiel non originale: la consultation des dossiers originaux met plutôt l'accent sur le refus d'aide de l'Église romaine, précocement accompagné de la négation ou de la minoration vaticane des massacres, et sur les terrains nationaux, de pratiques de persécution que la Curie, hypothèse minimale, ne réprouva pas. Les archives originales nous placent davantage dans la logique de l'antisémitisme particulièrement profond diffusé avant guerre - et depuis si longtemps - par l'institution catholique.

## NOTES

<sup>1</sup>. Gérard Cholvy et Yves-Marie Hilaire *et alii*, *Histoire religieuse de la France*, Toulouse, Privat, 1984-1986, t. 3, p. 57, et Xavier de Montclos, *Les chrétiens face au nazisme et au stalinisme. L'épreuve totalitaire, 1939-1945*, Bruxelles, Ed. Complexe, 1991, p. 278 et 34, etc.

<sup>2</sup>. Ce qui reste ici allusif est longuement exposé dans les divers chapitres (onze, surtout 4 et de 7 à 11) de notre ouvrage *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide*, à paraître, Armand Colin, septembre 1996: toutes les références y figurent, avec leurs cotes précises.

<sup>3</sup>. Werner Brockdorff, *Flucht vor Nürnberg. Pläne und Organisation der Fluchtwege der N-S Prominenz im "Römischen Weg"*, Verlag Welsermühl, Munich-Wels, 1969; voir aussi Mark Aarons et John Loftus, *Des nazis au Vatican*, Paris, O. Orban, 1992.

<sup>4</sup>. Notes, 10 février, 10 avril 1920 (souligné dans le texte), *Saint-Siège 1918-1940* (plus loin nom de pays + ...), vol. 13 et 2 et lettre n° 6470 de Tirard, Coblenz, 20 août 1920, *Allemagne...*, vol. 370, archives du MAE, Quai d'Orsay (source de tous les fonds originaux cités ici).

<sup>5</sup>. Emma Fattorini, *Germania e Santa Sede: le nunziature di Pacelli tra la grande guerra e la Reppubblica di Weimar*, Laterza, 1992, p. 105-106, et *passim*, *Hongrie...*, vol. 42-43, et *Le Vatican...*, chap. 4.

<sup>6</sup>. Gunther Lewy, *The Catholic Church and Nazi Germany*, London, Weidenfeld et Nicolson, 1964, p. 45-46, 275, 277, Gordon Zahn, *German Catholics and Hitler's wars*, New York, Sheed and Ward, 1962, p. 123 *sq.*, et fonds du MAE cités, *Le Vatican...*, chap. 7.

<sup>7</sup>. Courriers de 1928 à 1938, *Saint-Siège...*, vol. 47, *Canet*, vol. 33, 40, 41, *Autriche...*, vol. 82, 83, 190.

<sup>8</sup>. Courriers de 1935 à 1938, *Autriche...*, vol. 190, 191, 198, 199, 200, *Allemagne...*, vol. 692, *Italie...*, vol. 264; fiche OSS, septembre 1944, Mark Aarons et John Loftus, *Des nazis...*, p. 49; Gunther Lewy, *The Catholic...*, p. 165, 281, 211-218, von Bergen, 25 mai 1938, *Documents on German Policy (Documents...)*, series D, vol. I, p. 1039 et 1042 et chap. 7 et 8 de *Le Vatican...*

<sup>9</sup>. Jean-Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France, la décadence 1932-1939*, Paris, Le Seuil, 1983.

<sup>10</sup>. Septembre 1922, *Allemagne...*, vol. 367, *Canet*, vol. 56, et Jacques Nobécourt, *"Le Vicaire" et l'histoire*, Paris, Le Seuil, 1964, p. 138-140. 1933, *Allemagne...*, vol. 700 et 689, *Canet*, vol. 36; Gunther Lewy, p. 275, et chap. 9-10, 1934, *Allemagne...*, vol. 691. *Documents...* et fonds du MAE.

<sup>11</sup>. Expression de Baudrillart dans son commentaire des plans d'alliance anti-russe de Hlond publiés *in extenso* (entretien, 19 décembre 1936) dans le bulletin de son «comité catholique des Amitiés françaises à l'étranger», *Pologne...*, vol. 328 (et le jeu contre Verdier, *Le Vatican...*, chap. 9).

<sup>12</sup>. Charles-Roux n° 233, 19 juin 1933, *Allemagne...*, vol. 689, septembre-octobre 1933, *Documents...*, C, vol. I, p. 782-786, 789-790, 793-794 (souligné par nous), p. 927-928. *Courriers-paravents*, *Le Vatican...*, *passim*.

<sup>13</sup>. 1938, *Allemagne...*, vol. 697-698, 700, *Canet*, vol. 40; Gitta Sereny, *Au fond des ténèbres. De l'euthanasie à l'assassinat de masse: un examen de conscience*, Genève, Ed. Famot, 1977 (trad. de *Into that Darkness*, London, 1974), p. 374; février, mars, mai, *Documents...*, D, vol. I, p. 1022, 1023, 1036-1039; *Italie...*, vol. 264, 267, *Saint-Siège...*, vol. 38, *Canet*, vol. 42 (et *Le Vatican...*, chap. 7 à 9).

<sup>14</sup>. Octobre 1943, août 1944, *Guerre 1939-1945 Londres-Alger (Alger...)*, vol. 1373 et 1374; Jean-Louis Clément, *Mgr Saliège, archevêque de Toulouse, 1929-1956*, Paris, Beauchesne, 1994, chap. 9 et 12; Jean-Marie Mayeur, «Les églises devant la persécution des juifs en France», Georges Wellers *et al.*, éd., *La France et la question juive 1940-1944*, Paris, Ed. Sylvie Messinger, 1981, p. 156-170, et Christian Terras, «La véritable histoire des évêques sous l'Occupation», *Goliath*, n° 29, printemps 1992, p. 35-154.

<sup>15</sup>. Août-septembre 1940, *Vichy Europe...*, vol. 559; sur Suhard après 1940 et Baudrillart, mort en mai 1942, Rita Thalmann, *La mise au pas. Idéologie et stratégie sécuritaire dans la France occupée*, Paris, Fayard, 1991, p. 86-95, 155-156, 237, C. Klein, «Le clergé et les chrétiens de France tels que les voyaient certains dirigeants nazis sous l'occupation», *Eglises et chrétiens dans la II<sup>e</sup> Guerre mondiale, la France*, Lyon, PUL, 1982 (colloque de Grenoble), p. 383-399, Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande 1940-1944*, Paris, Le Seuil, 1995, p. 30, 80, 224, 226-232, 411-413; 1943, *Vichy Europe...* vol. 553, juillet 1952, *Pologne 1944-1960* (plus loin nom de pays + 1944...), vol. 135, *Le Vatican...*, chap. 10; et note (allemande), services d'Alsace-Lorraine, 19 juillet 1938, *Canet*, vol. 40.

<sup>16</sup>. Saul Friedlander, *Pie XII et le III<sup>e</sup> Reich*, Paris, Ed. du Seuil, 1964, p. 138.

<sup>17</sup>. Carlo Falconi, *Le silence de Pie XII 1939-1945, essai fondé sur des documents d'archives recueillis par l'auteur en Pologne et en Yougoslavie*, Monaco, Ed. du Rocher, 1965, *Saint-Siège...*, vol. 40, depuis septembre-octobre 1939, et *Pologne...*, vol. 329, Léon Papeleux, *Les silences de Pie XII*, Bruxelles, Vokaer, 1980, 3<sup>e</sup> partie, et *Le Vatican...*, chap. 10.

<sup>18</sup>. Raul Hilberg, *La destruction des juifs d'Europe*, Paris, Gallimard, 1991, 2 vol. (rééd.), *passim* depuis le chap. VII (exemple, vol. 1, p. 266); Wiesenthal, Mark Aarons et John Loftus, *Des nazis...*, chap. 8; Hansjakob Stehle, *Eastern Politics of the Vatican 1917-1979*, Athens, Ohio, 1981, p. 219-220 (sur la base des ADSS, vol. 3), et *Le Vatican...*, *passim*.

<sup>19</sup>. *Foreign Relations of the United States (FRUS) 1942*, vol. III, p. 776; Raul Hilberg, *La destruction...*, *passim* depuis le chap. VII, janvier 1951, *Tchécoslovaquie 1944...*, vol. 154, et juillet 1948, *Hongrie 1944...*, vol. 18. Anthony Rhodes, *The Vatican in the Age of Dictators 1922-1945*, London, Hodder and Stoughton, 1973, p. 327, dont l'exposé infirme en partie la méfiance, p. 323-336.

<sup>20</sup>. 9 septembre, *FRUS 1942*, vol. III, p. 812-813, mai 1949, *Yougoslavie 1944...*, vol. 36, et n° 5 du Service de Presse, 10 juin 1941, *Guerre 1939-1945, Vichy-Europe (Vichy-Europe...)*, vol. 548, *Le Vatican...*, chap. 8, 10, 11, Stella Alexander, *The triple myth: a life of Archbishop Alojzije Stepinac*, New York, Columbia University Press, 1987, chap. VI-VIII, *Church and State in Yugoslavia since 1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979, chap. 1; Carlo Falconi, *Le silence...*, *passim*; décembre 1945, septembre 1946, *Yougoslavie 1944...*, vol. 34, septembre 1948, septembre 1954, *ibid.*, vol. 36 et 107, janvier, février 1946, *ibid.*, vol. 34, août 1947, *ibid.*, vol. 36; août 1952, *ibid.*, vol. 105.

<sup>21</sup>. Blesson, octobre 1943, *Alger...*, vol. 1373; *FRUS 1942*, vol. III, p. 772, 777, *FRUS 1942*, vol. I, p. 70, *FRUS 1943*, vol. II, p. 911-912; décembre 1942, *Vichy-Europe...*, vol. 551; FRIEDLANDER S., *Pie XII...*, *passim*.

<sup>22</sup>. Bombardements, voir surtout *FRUS 1942*, vol. III, p. 800, *FRUS 1943*, vol. II, p. 910-953, *FRUS 1944*, vol. IV, p. 1274-1314; 2, 4, *Vichy-Europe...*, vol. 551, et *Le Vatican...*, chap. 10; sur les juifs, Saul Friedlander, *Pie XII...*, p. 190-205 (dont 193-194), Gunther Lewy, *The Catholic...*, p. 301-302 (et 269-308), Werner Brockdorff, *Flucht...*, p. 71 *sq.* et *passim*, Mark Aarons et John Loftus, *Des nazis...*, p. 52-53, 273, et Raul Hilberg, *La destruction...*, p. 577.

<sup>23</sup>. Tenants et aboutissants de la stratégie américaine, *Le Vatican...*, surtout chap. 2, 3, 5 et 9 à 11.

<sup>24</sup>. Septembre 1944, *Saint-Siège 1944...*, vol. 8, juillet 1945, *Etats-Unis 1944...*, vol. 171, Mark Aarons et John Loftus *Des nazis...*, p. 57-60, 275, 343, p. 958 (et index, Wolff); Mark Aarons et John Loftus, p. 317-329 (sur les Français, chap. 11 et p. 316), Werner Brockdorff, *Flucht...*, *loc. cit.*

<sup>25</sup>. L. Farago, *Aftermath*, Londres, Pan, 1976, p. 210 *sq.*, Mark Aarons et John Loftus, *Des nazis...*, p. 50-69; Léon Papeleux, *L'action caritative du Saint-Siège en faveur des prisonniers de guerre (1939-1945)*, Bruxelles, Institut historique belge de Rome, 1991, p. 170 et 268-269, novembre 1944, *Etats-Unis 1944...*, vol. 200, août, février, mars, *Saint-Siège 1944...*, vol. 9; René Rémond (dir.) et alii, *Paul Touvier et l'Eglise*, Paris, Fayard, 1992, *passim*, Raul Hilberg, *La destruction...*, p. 942 (et index), Jean-Pierre Blancpain, «Amérique latine et nazisme. De l'immigration juive au mythe du IV<sup>e</sup> Reich (1933-1945)», *L'information historique*, n° 5, vol. 53, 1991, p. 176, Mark Aarons et John Loftus, p. 326 (Manning), Werner Brockdorff, *Flucht...*, *loc. cit.*, 83, et *passim*.

<sup>26</sup>. *Le Vatican...*, chap. 10-11; J.-P. Blancpain, «Amérique (...)», p. 174-175, Gitta Sereny, *Au fond...*, p. 17, 320, 323, 336-337; juillet, octobre, août 1945; visites, novembre, décembre 1945, février, avril-juin; note DU n° 763, 15 mars 1946, *Allemagne 1944...*, vol. 22.

<sup>27</sup>. Mark Aarons et John Loftus, *Des nazis...*, *passim*; octobre 1945, *Saint-Siège 1944...*, vol. 8, septembre, décembre 1945, *Allemagne 1944...*, vol. 67, octobre 1946, mai 1947, *ibid.*, vol. 68; Gordon Zahn, *German...*, p. 119-

---

120, Gunther Lewy, *The Catholic...*, p. 219 et 227, Annie Lacroix-Riz, «Politique scolaire et universitaire en Allemagne occupée», Gabriele Clemens, éd., *Kultur im besetzten Deutschland 1945-1949*, Franz Steiner Verlag, Stuttgart, 1994, p. 133-136; mai, août 1946, janvier 1947, *Allemagne 1944...*, vol. 68, août 1946, *Uruguay 1944...*, vol. 6, août, mars 1947, janvier 1948, *Saint-Siège 1944...*, vol. 9.

<sup>28</sup>. Janvier, février 1946, décembre 1945, février, juillet 1946 (et 1946-1949), *Suisse 1944...*, vol. 30; mars 1946, octobre 1945, juillet, novembre 1948, *ibid.*, vol. 17, décembre 1948, *ibid.*, vol. 30, et novembre 1946, *Etats-Unis 1944...*, vol. 173.

<sup>29</sup>. Mark Aarons et John Loftus, *Des nazis...*, I<sup>è</sup> et II<sup>è</sup> parties, Werner Brockdorff, *Flucht...*, *passim*; mars, mai 1946, *Tchécoslovaquie 1944...*, vol. 47, avril 1946, *Espagne 1944...*, vol. 63, octobre 1946, *Suisse 1944...*, vol. 21, août 1947, *Saint-Siège 1944...*, vol. 9, mars 1952, *Roumanie 1944...*, vol. 88; juin 1946, août 1948, *Saint-Siège 1944...*, vol. 11 et 7; août, novembre 1947, janvier 1948, *Yougoslavie 1944...*, vol. 36, et juillet 1952, *ibid.*, vol. 105.

<sup>30</sup>. Juillet 1945, litanie des pogroms de septembre 1945 à juillet 1946, *Pologne 1944...*, vol. 52, Marc Hillel, *Le massacre des survivants en Pologne, 1945-1947*, Paris, Plon, 1985, p. 287 et *passim*; *Le Vatican...*, chap. 11 et notre communication, «Le Vatican, la France et l'Allemagne après les deux guerres mondiales», Georges-Henri Soutou et Rainer Hudemann, *Le rôle des tiers dans les relations franco-allemandes*, Actes du colloque de Paray-le-Monial, 6-8 octobre 1994, à paraître, 1996.